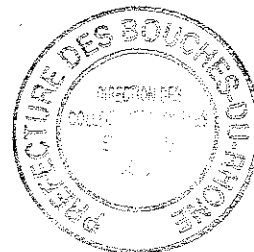


DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

20 JUIL 2006

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT



Dossier suivi par : M. RICARD

Tél : 04 91 15 63 21

N°74-2006 A

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
RELATIF A LA SOCIETE CABOT France, SITUEE A BERRE L'ETANG
PORTANT PRESCRIPTIONS ADDITIONNELLES**

de mise en œuvre de mesures compensatoires aux dispositions du paragraphe 3 de
l'article 6 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de
refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre
de la rubrique 2921 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du
19 juillet 1976,
VU le décret n° 2005-989 du 10 août 2005 modifiant la nomenclature des installations classées, et
notamment la rubrique n° 2921 relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans
un flux d'air,
VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 et ses prescriptions techniques,
Vu les mesures compensatoires à l'arrêt annuel des tours aéroréfrigérantes proposées par l'exploitant
par courrier du 04/01/2006;
Vu le rapport de tiers expertise réalisée par CAPSIS sur la pertinence des mesures compensatoires
adoptées par l'exploitant vis à vis du risque légionella sur les tours aéroréfrigérantes et les circuits de
refroidissement en date du 09/02/2006;
Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement clos le 10
mai 2006 ;
Vu l'avis du Comité Départemental d'Hygiène du 1^{er} juin 2006.

CONSIDERANT la gravité des risques sanitaires encourus par la population en cas de
dysfonctionnement des systèmes de refroidissement du fait d'un entretien ou maintenance inadapté,
CONSIDERANT les préconisations faites et l'avis du tiers expert CAPSIS en conclusion de son
expertise relative aux mesures compensatoires suite à l'impossibilité de l'arrêt annuel de l'installation,

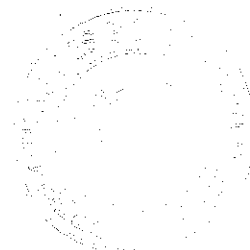


CONSIDÉRANT que l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 permet de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire,

CONSIDERANT que l'article 7 de l'arrêté Ministériel du 13 décembre 2004 prévoit le cas d'une impossibilité technique ou économique de réaliser l'arrêt prévu au paragraphe 3 de l'article 6 pour le nettoyage et la désinfection,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE



ARTICLE 1

La société CABOT FRANCE, dont le siège social est Usine de BERRE – BP39 – RD21 – 13131 Berre l'Etang, qui exploite un ensemble d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans son établissement de Berre l'Etang, est tenue d'appliquer les dispositions suivantes à partir de la date de publication du présent arrêté.

En application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004, l'exploitant est autorisé à ne pas effectuer l'arrêt annuel de son installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air localisée au nord du site de Berre l'Etang dans la zone des utilités.

Cette autorisation est accordée moyennant la mise en place des mesures compensatoires proposées par l'exploitant dans son dossier de demande de dérogation et des prescriptions décrites dans les articles 2 à 5 ci-dessous.

ARTICLE 2

L'exploitant met en œuvre les dispositions ci-dessous pour l'ensemble des circuits de réfrigération par dispersion d'eau dans un flux d'air :

1. Traitements à mettre en œuvre sur les installations de réfrigération :
 - a- Dans l'attente d'un traitement par injection en continu de biocide qui sera mis en place au plus tard en août 2006, l'exploitant réalise un suivi journalier (pendant les journées ouvrables) du chlore libre résiduel et injection de biocide dès que le taux de chlore libre est en dessous de 0,5 mg/l,
 - b- un traitement choc par injection de biocide est réalisé à minima par trimestre et mensuellement durant la période estivale (de juin à septembre inclus),
 - c- l'exploitant utilise régulièrement un bio-dispersant pour lutter contre la formation de biofilms,
 - d- l'exploitant utilise régulièrement des produits de traitement destinés à éviter la formation de tartre et à maîtriser la corrosion des équipements ; le suivi de la corrosion est assuré par des traceurs de type coupons de corrosion,
 - e- dans le cas d'une filtration des eaux d'appoint par filtre à sable, l'exploitant effectue des lavages "eau - air" aussi souvent que nécessaire et notamment dans les cas d'encrassement

du filtre ou de contamination par des légionelles . Il est nécessaire d'y associer un traitement biocide ;

2. Concernant le suivi des équipements, une inspection régulière des installations pouvant présenter un risque vis à vis des légionelles est réalisée par l'exploitant.

3. Suivi analytique :

L'exploitant :

- a- réalise mensuellement un prélèvement d'eau dans chaque circuit et le fera analyser par un organisme accrédité selon la norme NFT 90-431 relatives à l'analyses de légionelles,
- b- fait réaliser annuellement un prélèvement et une analyse en légionelles de chaque circuit selon la norme NFT 90-431 par un organisme accrédité,
- c- fait réaliser une contrôle annuel des installations et des procédures mises en place par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées,
- d- réalise à minima mensuellement, une analyse physico-chimique et bactériologique de l'eau des circuits et de l'eau d'appoint. Les paramètres à analyser sont à minima le pH, le TH, le TAC, le chlore, le fer, la conductivité, les germes totaux,
- e- réalise hebdomadairement un comptage bactérien permettant de suivre l'évolution des germes totaux.

Les points 1b, 1d, 1e, 2, ainsi que le suivi analytique (3) sont tracés dans le carnet de suivi des installations mentionné à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004.

ARTICLE 3

De manière à éliminer les dépôts favorisant le développement des légionelles, notamment dans les zones de calme (bras morts...), l'exploitant procédera à chaque grand arrêt programmé à :

- la réalisation d'une inspection préalable en marche des équipements des TAR (dévésculeurs, packings, rampes et buses d'aspersion d'eau...) afin d'évaluer les travaux à réaliser pendant la phase d'arrêt,
- la réalisation d'une procédure d'arrêt et de redémarrage des TAR,
- la réalisation d'une vidange, d'un nettoyage et d'une désinfection des installations. Ces actions devront être consignées dans une procédure.

L'ensemble de ces opérations est consigné dans le carnet de suivi des installations mentionné à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004.

ARTICLE 4

Lors du prochain grand arrêt programmé au cours de l'année 2006, les opérations suivantes seront réalisées :

- remplacement des dévésculeurs et séparateurs de gouttelettes,
- travaux de suppression des bras morts au plus près de la canalisation principale.

Suite au grand arrêt programmé au cours de l'année 2006, les installations objet du présent arrêté seront mises à l'arrêt tous les deux ans.

ARTICLE 5

L'exploitant procède à la rédaction de procédures de réaction en cas de détection de légionelles, selon les résultats d'analyses :

- entre 1000 et 100.000 UFC/L
- supérieur à 100 000 UFC/L

Ces procédures indiquent notamment les actions correctives à mettre en œuvre en cas de détection de légionelles selon les deux niveaux de dérives.

Indépendamment des contrôles prévus dans le présent arrêté, l'Inspection des Installations Classées peut demander, à tout moment, la réalisation par un organisme tiers d'un audit de vérification de la pertinence de l'ensemble des procédures mises en œuvre par l'exploitant.

ARTICLE 6

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 7

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de BERRE L'ETANG,
- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

20 JUL. 2006

MARSEILLE, le

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Philippe NAVARRE

